

# Déclaration des élus de la FSU

## CTA du vendredi 23 janvier 2020



Monsieur le Recteur,

Mesdames et Messieurs,

Le Comité Technique Académique de ce jour se tient alors que notre pays est secoué - ou devrais-je dire réveillé - par un mouvement social majeur contre le projet de réforme des retraites. Ce mouvement, qui dure depuis sept semaines, est fortement soutenu par l'opinion publique, il est marqué par une participation déterminée des personnels de l'Éducation Nationale. Demain, aura lieu une nouvelle grève nationale du public et du privé à l'occasion du conseil des ministres, grève qui s'annonce à nouveau majoritaire, et grève à laquelle nous invitons tous les personnels de l'administration, quelle que soit leur position dans l'organigramme, à nous rejoindre. Car nous sommes tous fonctionnaires.

Cette séance ouvre la préparation de la rentrée scolaire 2020 sous l'égide d'un budget et de réformes qui continuent à dégrader le service public d'éducation.

Monsieur le Recteur, nous vous l'avons écrit la semaine dernière, les moyens qui sont attribués à notre académie sont insuffisants. Ils sont insuffisants pour rendre concrète la promesse de la « priorité au premier degré » et financer les mesures annoncées ; ils sont insuffisants pour améliorer les conditions d'étude dans les collèges ; ils conduisent à dégrader encore les conditions d'étude dans les lycées ; ils ne sauraient permettre d'améliorer les conditions de l'inclusion...

Dans le courrier déjà évoqué, nous avons également souhaité dénoncer le fait que, trop souvent, la parole des représentants des personnels n'est pas prise en compte ou que leurs demandes restent sans réponse. Nous voulons réaffirmer ici notre légitimité. Nous sommes les représentants des personnels, de ceux qui, au quotidien, font fonctionner le service public d'Éducation et réussir les élèves. Nous portons leurs demandes, leurs critiques et nous en sommes fiers. Nous sommes ici pour porter leurs voix et pour demander, en leur nom, les éléments qui leur permettront de comprendre les choix qui sont faits et la politique qui est menée dans cette académie. Demander à comprendre ou contester les choix qui sont faits ça n'est pas remettre en cause les personnes.

La mobilisation actuelle des personnels traduit leur mécontentement qui se nourrit aussi de conditions d'exercice toujours aussi difficiles et de la mise en œuvre de réformes que les personnels continuent à refuser.

C'est notamment la conséquence de la mise en œuvre de la réforme du lycée qui fait chaque jour la démonstration de son caractère approximatif et précipité. Les épreuves communes de contrôle continu (E3C) symbolisent à elles-seules l'impréparation, l'infaisabilité et le manque de pertinence pédagogique de cette réforme du lycée et du baccalauréat. Depuis plusieurs mois, la FSU et ses syndicats dénoncent les problèmes liés aux E3C et demandent, dans l'intérêt des élèves et des personnels, l'annulation de la première session et le retour à un examen national, terminal et anonyme. Le Ministre, en s'obstinant à maintenir les E3C en dépit de la réalité du terrain, portera seul la responsabilité des dysfonctionnements à venir. La FSU apporte son soutien aux personnels qui choisiront de s'engager dans le refus de participer aux E3C.

Les personnels ont entendu les promesses de revalorisation, prononcées ici, à Nancy, par le Premier Ministre et le ministre de l'Éducation Nationale. La revalorisation de nos métiers et de nos carrières est nécessaire et urgente. Elle ne saurait toutefois être assortie de contreparties ou n'être qu'une simple compensation des pertes majeures que le système de retraite par points ferait subir à nos professions. La profession n'acceptera pas une prétendue revalorisation aux effets lointains et liée à des contreparties sur le temps de service, les missions, le management. Nos collègues exigent le dégel immédiat du point d'indice, une revalorisation immédiate et sans condition des salaires de tous. Ils n'accepteront pas un sous-statut *low cost* pour les jeunes professeurs.